

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Franck Héas : Les conséquences de la déclaration d'inaptitude totale du salarié.

Isabelle Meyrat : L'érosion de la sphère du contrat de travail (à propos de l'arrêt du 10 mars 2004 *Sogecler*).

DOCUMENT

Représentation obligatoire des salariés devant la Cour de cassation par des avocats aux Conseils.

JURISPRUDENCE

Voir notamment :

Le rétrécissement prétorien du champ d'information du Comité d'entreprise en matière de travailleurs handicapés.

Cour de cassation (Ch. Civ. 2^{ème}) 10 juin 2004 (p. 554)

La désignation d'un expert-comptable par le Comité d'établissement.

Tribunal de grande instance de Boulogne sur mer (1^{re} Ch.) 6 juillet 2004 - Note Stéphane Ducrocq (p. 555)

Produire en justice des documents de l'employeur n'est plus un vol !

Cour de cassation (Ch. Crim.) 11 mai 2004 (deux espèces), Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 juin 2004 - Note Romain Marié (p. 558)

La réintégration du salarié licencié en raison de son âge.

Cour d'appel de Paris (18^e Ch. D) 27 janvier 2004 (p. 563)

Fonction de la section syndicale et régime de son crédit d'heures.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juin 2004 - Note Michel Racque et Arnaud de Senga (p. 572)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Droit social européen : extraits de décisions sélectionnés et commentés par Michèle Bonnechère.

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Marie-France Bied-Charreton** (pages 3 et 4 de la couverture).



Doctrine :

Les conséquences de la déclaration d'inaptitude totale du salarié
 par **Franck HÉAS**, Maître de conférences à l'Université de Bretagne-sud 541
 Annexe : LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL - Maladie non professionnelle - Intervention du médecin du travail - Avis d'inaptitude à tout emploi (quatre espèces) - Périmètre - Portée limitée à l'entreprise - Recherches de reclassement dans le groupe (première, deuxième et troisième espèces) - Existence d'un danger immédiat - Impact sur le reclassement - Caractère indifférent (troisième et quatrième espèces) - Impossibilité du reclassement - Charge de la preuve reposant sur l'employeur (quatrième espèce).
 Première espèce : **COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 10 mars 2004** 545
 Deuxième espèce : **COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 7 juillet 2004** 545
 Troisième espèce : **COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 7 juillet 2004** 546
 Quatrième espèce : **COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 7 juillet 2004** 546

L'érosion de la sphère du contrat de travail (à propos de l'arrêt du 10 mars 2004 Sogecer)
 par **Isabelle MEYRAT**, Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise 547
 Annexe : CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Primes et gratifications – Clause contractuelle renvoyant au règlement intérieur – Incorporation des dispositions de celui-ci au contrat (non) – Défaut.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 10 mars 2004 551

Document :

Représentation obligatoire des salariés devant la Cour de cassation par des avocats aux Conseils
 1) **COUR DE CASSATION (Bureau d'aide juridictionnelle) Décision n° 3264/2000** 552
 2) **COUR DE CASSATION (Bureau d'aide juridictionnelle) Décision n° 9897/2003** 552

Jurisprudence :

COMITÉS D'ENTREPRISE – Informations obligatoires – Transmission de la déclaration annuelle relative aux travailleurs handicapés – Atteinte à la vie privée – Employeur fondé à refuser cette transmission.
COUR DE CASSATION (2^e Ch. civ.) 10 juin 2004 554
Note Arnaud de Senga 554

COMITÉS D'ENTREPRISE – Comité d'établissement – Droit à l'assistance d'un expert-comptable – Comptes arrêtés au niveau de l'entreprise – Caractère indifférent – Examen des comptes de l'établissement – Contestation patronale de la désignation – Rejet.
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE BOULOGNE-SUR-MER (1^{re} Ch.) 6 juillet 2004 555
Note Stéphane Ducrocq, Avocat au Barreau de Lille 556

CONTRAT DE TRAVAIL – Litige avec l'employeur – Production de documents émanant de l'entreprise – Accusation de vol à l'encontre du salarié – Exercice des droits de la défense – Conditions – Documents dont la prévenue avait connaissance à l'occasion de ses fonctions (trois espèces) – Responsabilité pénale – Cause d'irresponsabilité – Erreur sur le droit – Divergence de jurisprudence (non) (deuxième espèce).
 Première espèce : **COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 11 mai 2004** 558
 Deuxième espèce : **COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 11 mai 2004** 559
 Troisième espèce : **COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 30 juin 2004** 560
Note Romain Marié, Maître de conférences à l'IUT de Nancy 2 561

CONTRAT DE TRAVAIL – Rupture - Mise à la retraite – Non-respect des dispositions conventionnelles – Rupture fondée sur l'âge – Sanction – Nullité – Réintégration.
COUR D'APPEL DE PARIS (18^e Ch. D) - 27 janvier 2004 563

DURÉE DU TRAVAIL – Travail de nuit – Contreparties pécuniaires conventionnelles – Application de la loi postérieure – Période nocturne ouvrant droit à majoration de salaire – Respect de la nouvelle définition.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 2 juin 2004 565

LICENCIEMENT – Licenciement consécutif à un accident du travail – Réparation spécifique prévue à l'article L. 122-32-7 du Code du travail.
 CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Défaut d'information du salarié sur celle applicable à l'entreprise – Préjudice ouvrant droit à réparation.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 19 mai 2004 566

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Référé prud'homal – Trouble manifestement illicite constitué par le refus de laisser accéder à son poste de travail un délégué syndical maîtrisant mal la langue française (lue et écrite) en lui opposant une lettre de "démission" préédigée par l'employeur et présentée à la signature comme une demande d'organisation d'élections professionnelles.

COUR D'APPEL DE PARIS (18^e Ch. C) 1^{er} juillet 2004 567
Note Pascal Moussy 568

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Salariée demandeuse d'élection par l'intermédiaire de l'union locale de syndicats – Demande postérieure à une convocation à un entretien préalable à une sanction disciplinaire – Protection – Nullité du licenciement – Réintégration.

COUR D'APPEL DE NIMES (Ch. Soc.) 20 mai 2003 569
Note Pascal Rennes 570

STATUTS PARTICULIERS – Travailleurs handicapés – Travail en atelier protégé – Période d'essai – Interruption – Autorisation préalable de la COTOREP.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 2 juin 2004 571

SYNDICATS PROFESSIONNELS – 1^o Militant syndical – Discrimination – Absences statutaires autorisées par la convention collective nationale – Incidence sur une prime d'assiduité (non) – 2^o Section syndicale – Heures de délégation prévues par l'article L. 412-20 al. 3 – Crédit alloué globalement et annuellement.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 2 juin 2004 572
Note Michel Racque, délégué syndical central Faurecia Bloc Avant et **Arnaud de Senga** 572

Chroniques jurisprudentielles :

DROIT SOCIAL EUROPÉEN : extraits de décisions sélectionnées et commentées par **Michèle Bonnechère**

AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL – Directive 93/104 – Application à un service médical d'urgence – Nécessité d'une acceptation individuelle pour que soit valide le dépassement de la durée maximale hebdomadaire de 48 heures – Effet direct de l'article 6-2 fixant cette durée ne pouvant être invoqué dans un litige entre particuliers – Obligation d'interprétation conforme.

Cour de Justice des Communautés européennes, 5 octobre 2004 575

CITOYENNETÉ DE L'UNION EUROPÉENNE – Droit de séjour – Limitations et conditions – Personne travaillant dans une maison de l'Armée du salut en échange d'avantages en nature – Principe de non-discrimination.

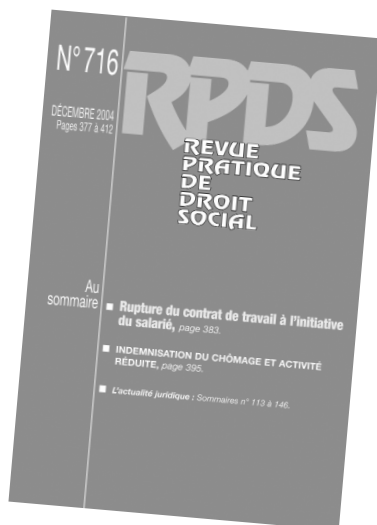
Cour de Justice des Communautés européennes, 7 septembre 2004 577

AFDT

(Association Française de Droit du Travail)

- Vendredi 21 janvier 2005 :
Sécurité juridique et droit du travail, séance introduite par Antoine Jeammaud (Palais de Justice de Paris, salle des Criées, entrée libre)
- Vendredi 18 février 2005 (réservée aux membres de l'AFDT) :
Le nouveau régime du licenciement pour motif économique (Université de Cergy-Pontoise)
- Vendredi 8 avril 2005 (sous réserve) :
Contrat et pouvoir, P. Lokiec
- Vendredi 13 mai 2005 (sous réserve) :
Droit et économie, journée Gérard Lyon-Caen

RPDS 716 - Décembre 2004



Au sommaire :

Rupture du contrat de travail à l'initiative du salarié
Indemnisation du chômage et activité réduite
L'actualité juridique (sommaires de jurisprudence)

Pour les lecteurs non abonnés à la RPDS, ce numéro peut être commandé à
NSA La Vie Ouvrière,
BP n° 27, 75560 Paris cedex 12.

Prix du numéro : **5,49 € (+ forfait de 2,59 € par envoi)**. Abonnement : **56,41 € par an**
 Commande, paiement et abonnement en ligne sur notre site internet
www.librairie-nvo.com